



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

Route DE CHALAMPE
68390 Sausheim

Références : 0006700467_2025_05_19_PSA(Général)_VIIC-AN2025-PFAS
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrivait dans l'action nationale 2025 relative aux principaux émetteurs de PFAS dans l'environnement.

Les référentiels retenus pour cette inspection sont: le code de l'Environnement (et notamment son article L. 181-14); l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation; l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage), il abrite également d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers usinage, ferrage, et montage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
4	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Prescriptions complémentaires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans sa base de données de produits utilisés sur son site, l'exploitant a recherché les produits contenant des PFAS et/ou des produits fluorés (en lien avec le paramètre AOF) à partir des Fiches de Données de Sécurité des produits.

L'Inspection a constaté l'absence de produits fluorés et/ou PFAS dans les produits liés à la production.

D'après les campagnes de mesures réglementaires et complémentaires effectuées par l'exploitant, il

apparaît que la contamination sur le paramètre AOF provient bien des activités du site (absence en amont du site).

Il convient de fixer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire la poursuite des investigations afin de déterminer la source de la contamination en AOF et la corrélation entre AOF et PFAS.

Notamment:

- en poursuivant les investigations complémentaires par le biais de campagnes de mesures plus complètes permettant de déterminer la source des teneurs élevées en AOF et leur lien avec une ou plusieurs molécules PFAS,
- en maintenant une surveillance des rejets aqueux du site par le biais de campagnes d'analyses pour les paramètres PFAS et AOF.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4		
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF		
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.		
Constats : Avant le contrôle, l'Inspection a vérifié les déclarations des analyses des 3 campagnes PFAS/AOF sur la plateforme GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente) L'Inspection s'est attachée à vérifier les déclarations de l'exploitant en vérifiant l'absence d'erreurs (unité, valeurs) et l'identification du point de rejet :		
Campagne	Réf. rapport	Date de prélèvement
Décembre 2023	AR-24-IX-022535-01	19/12/2023
Janvier 2024	AR-24-IX-035958-01	10/01/2024
Février 2024	AR-24-IX-081960-01	16/02/2024
Avril 2024	AR-24-IX-131347-01	26/04/2024
Pour les 4 campagnes réalisées, l'Inspection n'a pas constaté d'erreurs:		

<ul style="list-style-type: none"> - au niveau des unités: concentration en microgrammes/L et le flux en g/j - au niveau des valeurs retranscrites sur GIDAF : les valeurs sont similaires aux valeurs présentes dans les rapports d'analyses - au niveau du point de mesures: le point est à chaque fois la sortie générale du site (désigné "point de rejet SIVOM") <p>Cependant, l'Inspection a constaté l'absence de publication sur la plateforme GIDAF des campagnes de mesures complémentaires effectuées par l'exploitant et présentées lors de la visite d'inspection afin de déterminer l'origine de la contamination en AOF durant le mois de Juin 2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un point en amont du site qui se situe sur le puits de forage en eau potable (à l'ouest du site) - les points de rejets des eaux usées du site (point de rejet final SIVOM, la station Degrémont, la station des huiles et la station d'ultrafiltration) <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée (notamment sur la publication des données d'auto-surveillance).</p> <p>Compte-tenu des constats réalisés et des écarts portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement et propose une action corrective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

Avant le contrôle, l'Inspection a vérifié les déclarations des analyses des campagnes AOF/PFAS sur la plateforme GIDAF par l'exploitant.

L'Inspection s'est attachée à vérifier les concentrations en PFOS (code SANDRE: 6561) déclarées par l'exploitant sur les 4 campagnes d'analyses qu'il a réalisées :

Campagne	Date de prélèvement	Réf. Rapport d'analyse	Concentration en PFOS (en microgrammes/L) LQ: Limite de qualité
Décembre 2023	19/12/2023	AR-24-IX-022535-01	< 0.1 (< LQ)
Janvier 2024	10/01/2024	AR-24-IX-035958-01	< 0.1 (< LQ)
Février 2024	16/02/2024	AR-24-IX-081960-01	< 0.1 (< LQ)
Avril 2024	26/04/2024	AR-24-IX-131347-01	< 0.1 (< LQ)

Après étude des rapports d'analyses, l'Inspection a constaté l'absence de dépassement de la valeur limite de PFOS (25 microgrammes/L) pour les 4 campagnes d'analyses déclarées par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Dans le cadre de la poursuite de ses investigations suite à la visite d'inspection du 05 juillet 2024, l'exploitant a continué sa démarche d'identification de substances per et poly-fluoroalkylées dans l'ensemble des produits utilisés par le groupe Stellantis en réalisant une nouvelle extraction à

partir de sa base de données de ses produits chimiques présents dans le groupe STELLANTIS (plateforme CHEMA).

Pour identifier les PFAS, il a réalisé une extraction de sa base en étendant à 3000 molécules PFAS dans les produits utilisés.

Parmi ces formulations, l'exploitant a identifié 7 produits contenant des PFAS.

Ces produits sont utilisés dans des groupes froids (fluide frigorigène) ou dans le cadre de petite maintenance sur les outils de production (dégrippant). Selon l'exploitant, ces produits ne sont pas susceptibles de se retrouver dans les eaux usées du site car ils n'entrent pas dans la production des véhicules.

Compte tenu de la valeur d'AOF dans les rejets de l'établissement, l'exploitant a toutefois élargi ses recherches sur la présence de fluor dans les autres produits utilisés.

Il apparaît que l'exploitant utilise 26 formulations sur le site contenant du fluor organique ou inorganique. L'exploitant a en particulier identifié l'utilisation de fluor inorganique dans les bains de traitement de surface susceptible de se retrouver dans les effluents aqueux, pouvant expliquer les teneurs en AOF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Durant le contrôle, l'exploitant a indiqué qu'il a mené des investigations complémentaires afin d'identifier l'origine de la source d'AOF retrouvée dans les eaux usées en sortie du site.

En premier lieu, l'exploitant a interdit au niveau du groupe STELLANTIS l'introduction de tout nouveau produit contenant des PFAS.

Selon les explications de l'exploitant, des directives au niveau du secteur Achats du groupe ont été mises en place afin de refuser toute introduction d'un produit contenant une molécule PFAS faisant partie de la liste des 28 molécules PFAS prioritaires.

En deuxième lieu, l'exploitant a réalisé des campagnes d'analyses supplémentaires en ajoutant plusieurs points de prélèvements :

- un point en amont du site qui se situe sur le puits de forage en eau potable (à l'ouest du site)
- les points de rejets des eaux usées du site (point de rejet final SIVOM, la station Degrémont, la station des huiles et la station d'ultrafiltration)

Ces campagnes se sont déroulées sur 6 semaines durant les mois de juin et juillet 2024.

Après étude des résultats d'analyse, l'Inspection constate:

- l'absence d'AOF en amont du site (les résultats sont inférieurs au seuil de quantification de l'AOF)
- l'ensemble des points de rejets d'eaux usées montrent un dépassement du seuil de quantification en AOF

Ces investigations complémentaires confirment bien la présence d'AOF dans les eaux usées et que son origine est bien interne au site.

Selon ses dires, l'exploitant souhaite poursuivre ses investigations sur d'autres points en amont du site (autres puits de captage, château d'eau), voire au niveau de la nappe souterraine pour infirmer l'absence d'AOF dans l'eau potable et dans l'eau industrielle en amont du site.

Cependant, après analyse des éléments présentés par l'exploitant, l'Inspection constate que:

- l'exploitant a uniquement réalisé une recherche du paramètre AOF dans les rejets d'eaux interne au site sans une recherche de présence de PFAS,
- comme l'exploitant l'a indiqué, les mesures en amont du site se sont limitées sur un seul point qui ne peut être conclusif sur l'absence d'AOF/PFAS dans les eaux en amont du site,
- en finalité, l'exploitant a confirmé son possible impact sur les rejets d'AOF sans déterminer quelle activité et quel produit participe à ces teneurs élevés en AOF en sortie de site.

Il convient de fixer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire la poursuite des investigations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de poursuivre ses investigations afin de déterminer dans les plus brefs délais l'origine des concentrations en AOF en sortie des eaux usées du site et si cet impact sur le paramètre AOF peut provenir d'une molécule PFAS mesurable à faible concentration.

<p>Il lui revient notamment la réalisation de campagnes de mesures sur le paramètre AOF et les molécules PFAS mesurables par les laboratoires accrédités sur les points de rejets internes déterminés par l'exploitant et sur plusieurs points de prélèvements en amont (puits de captage, nappe, château d'eau, puits de forage pour l'eau industrielle).</p> <p>Afin de déterminer une corrélation entre une faible concentration en PFAS et AOF, il appartient à l'exploitant d'utiliser des limites de quantifications adaptées à l'objectif de recherche et compréhension de l'origine des AOF en lien avec les PFAS susceptibles d'être prélevées dans les eaux amont, et émises dans les rejets des installations. Les limites de quantification (LQ) actuellement atteignables par les laboratoires agréés sont inférieures aux LQ réglementaires, et leur utilisation permettraient une meilleure identification des molécules susceptibles d'être présentes.</p> <p>Ces demandes seront fixés par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour assurer le respect des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement (mentionné en référence dans la prescription contrôlée) qui pour rappel prévoit notamment que :</p> <p><i>Extrait de l'article L.1813 : « L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas. »</i></p> <p>L'ensemble des constats explicités ci-avant amène l'Inspection à prendre par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les dispositions qui permettront notamment de maintenir pour a minima 2 ans une fréquence trimestrielle pour la surveillance des émissions en PFAS dans l'environnement.</p>

Ainsi un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est en cours d'élaboration et sera prochainement transmis à l'exploitant pour réalisation du contradictoire.

Type de suites proposées : Sans suite